

F. 1999 — 3929

[C — 99/15027]

12 JANVIER 1999. — Loi portant assentiment au Cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le Commerce des Services, fait à Genève le 27 février 1998 (1) (2)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. Le Cinquième Protocole annexé à l'Accord général sur le Commerce des Services, fait à Genève le 27 février 1998, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles le 12 janvier 1999.

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE.

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

Session 1997-1999 :

(1) Sénat :

Documents. — Projet de loi déposé le 30 septembre 1998, n° 1-1102/1

Rapport, n° 1-1102/2

Texte adopté en séance et transmis à la Chambre, n°

Texte adopté par la Commission, n° 1-1102/3

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 18/11/98

Vote, séance du 19/11/98

Chambre.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 1836/1

Rapport, n°

Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1836/2

Annales parlementaires. — Discussion, séance du 3 décembre 1998.

Vote, séance du 3 décembre 1998.

(2) Le Protocole est entré en vigueur le 1er mars 1999.

N. 1999 — 3929

[C — 99/15027]

12 JANUARI 1999. — Wet houdende instemming met het Vijfde Protocol bij de Algemene Overeenkomst betreffende de Handel in Diensten, gedaan te Genève op 27 februari 1998 (1) (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Vijfde Protocol bij de Algemene Overeenkomst betreffende de Handel in Diensten, gedaan te Genève op 27 februari 1998, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 januari 1999.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE.

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

Zitting 1997-1999 :

Senaat

Documenten. — Ontwerp van wet ingediend op 30 september 1998, nr. 1-1102/1

Verslag, nr. 1-1102/2

Tekst aangenomen in vergadering en overgezonden aan de Kamer, nr.

Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1102/3

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 18/11/98

Stemming, vergadering van 19/11/98

Kamer

Documenten. — Tekst overgezonden door de Senaat, nr. 1836/1

Verslag, nr.

Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1836/2

Parlementaire Handelingen. — Bespreking, vergadering van 3 december 1998.

Stemming, vergadering van 3 december 1998.

(2) Dit Protocol is in werking getreden op 1 maart 1999.

Cinquième protocole annexé à l'Accord général sur le Commerce des Services

Les Membres de l'Organisation mondiale du Commerce (ci-après dénommée l'«OMC») dont les Listes d'engagements spécifiques et les Listes d'exemptions des obligations énoncées à l'article II de l'Accord général sur le commerce des services concernant les services financiers sont annexées au présent protocole (ci-après dénommés les « Membres concernés »),

Ayant procédé à des négociations conformément aux dispositions de la Deuxième Décision sur les services financiers adoptée par le Conseil du commerce des services le 21 juillet 1995 (S/L/9),

Conviennent des dispositions suivantes :

Une Liste d'engagements spécifiques et une Liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II concernant les services financiers annexées au présent protocole pour un Membre remplaceront, à l'entrée en vigueur du présent protocole pour ce Membre, les sections relatives aux services financiers de la Liste d'engagements spécifiques et de la Liste d'exemptions des obligations énoncées à l'article II de ce Membre.

Le présent protocole sera ouvert à l'acceptation, par voie de signature ou autrement, des Membres concernés jusqu'au 29 janvier 1999.

Le présent protocole entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date de son acceptation par tous les Membres concernés. S'il n'a pas été accepté par tous les Membres concernés d'ici au 30 janvier 1999, les Membres qui l'auront accepté avant cette date pourront, dans les 30 jours qui suivront, prendre une décision concernant son entrée en vigueur.

Le présent protocole sera déposé auprès du Directeur général de l'OMC. Le Directeur général de l'OMC remettra dans les moindres délais à chaque Membre de l'OMC une copie certifiée conforme du présent protocole et des notifications des acceptations dudit protocole conformément au paragraphe 3.

Le présent protocole sera enregistré conformément aux dispositions de l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

Fait à Genève, le vingt-sept février mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et espagnole, les trois textes faisant également foi, sauf dispositions contraires concernant les Listes annexées au présent protocole.

Communautés européennes et leurs Etats membres**Liste d'engagements spécifiques**

Modes de fourniture : 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitation concernant le traitement national	Engagements additionnels
SECTEUR DES SERVICES FINANCIERS (1)			
1.	Les engagements relatifs aux services financiers des Communautés et de leurs Etats membres sont pris conformément aux dispositions du "Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers" (le Mémorandum d'accord).		
2.	Ces engagements sont subordonnés aux limitations concernant l'accès aux marchés et le traitement national signalées dans la partie "Tous les secteurs" de la présente liste ainsi qu'à celles qui s'appliquent aux sous-secteurs indiqués ci-après.		
3.	Les engagements en matière d'accès aux marchés pour ce qui concerne les modes de fourniture 1) et 2) ne s'appliquent qu'aux transactions visées aux paragraphes 3 et 4, respectivement, de la section B du Mémorandum d'accord, relative à l'accès aux marchés.		
4.	Nonobstant la note 1 ci-dessus, les engagements en matière d'accès aux marchés et de traitement national concernant le mode de fourniture 4) de services financiers sont ceux qui figurent dans la partie "Tous les secteurs" de la présente liste, sauf pour la Suède, dont les engagements sont pris conformément au Mémorandum d'accord.		
5.	L'admission sur le marché de nouveaux services ou produits financiers peut être subordonnée à l'existence et au respect d'un cadre réglementaire visant à atteindre les objectifs énoncés à l'article 2 a) de l'Annexe sur les services financiers.		
6.	En règle générale et sur une base non discriminatoire, les établissements financiers constitués en sociétés dans un Etat membre de la Communauté doivent avoir un statut juridique déterminé.		

Modes de fourniture : 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitation concernant le traitement national	Engagements additionnels
A. Services d'assurance et services connexes	<p>1) A : Les activités de promotion et l'intermédiation pour le compte d'une filiale non établie dans la Communauté ou d'une succursale non établie en Autriche (sauf pour la réassurance et la rétrocession) ne sont pas autorisées.</p> <p>A : L'assurance obligatoire du transport aérien peut être uniquement souscrite auprès d'une filiale établie dans la Communauté ou d'une succursale établie en Autriche.</p> <p>DK : L'assurance obligatoire du transport aérien peut être uniquement souscrite auprès de compagnies établies dans la Communauté.</p> <p>DK : Aucune personne ou société (y compris les compagnies d'assurance) ne peut, à des fins commerciales au Danemark, participer à l'exécution de contrats d'assurance directe de personnes résidant au Danemark, de navires danois ou de biens sis au Danemark, à l'exception des compagnies d'assurance agréées par les autorités compétente danoises ou en vertu du droit danois.</p>	1) A : Une taxe sur les primes plus élevée est perçue sur les contrats d'assurance (sauf les contrats de réassurance et de rétrocession) conclus par une filiale non établie dans la Communauté ou par une succursale non établie en Autriche. Une dérogation peut être accordée.	Les Communautés européennes et leurs Etats membres souscrivent les engagements additionnels joints en annexe.

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitation concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>D : Les contrats d'assurance obligatoire du transport aérien peuvent être uniquement souscrits auprès d'une filiale établie dans la Communauté ou d'une succursale établie en Allemagne.</p> <p>D : Si une compagnie d'assurance étrangère a établi une succursale en Allemagne, elle ne peut conclure en Allemagne de contrats d'assurance concernant le transport international que par l'intermédiaire de cette succursale.</p> <p>E, I : Non consolidé pour les actuaire</p> <p>FIN : Seules les compagnie d'assurance dont le siège est situé dans l'Espace économique européen ou qui ont une succursale en Finlande peuvent offrir des services d'assurance visés au paragraphe 3 a) du Mémorandum d'accord.</p> <p>FIN : La fourniture de services de courtage en assurance est subordonnée à l'existence d'un établissement permanent dans l'Espace économique européen.</p> <p>F : L'assurance contre les risques relatifs au transport terrestre ne peut être effectuée que par des compagnies d'assurance établies dans la Communauté.</p> <p>I : L'assurance contre les risques liés aux exportations c.a.f. de résidents en Italie ne peut être souscrite qu'auprès de compagnies d'assurance établies dans la Communauté.</p> <p>I : L'assurance du transport des marchandises, l'assurance des véhicules proprement dits et l'assurance responsabilité civile concernant des risques encourus en Italie ne peuvent être souscrites qu'auprès de compagnies d'assurance établies dans la Communauté. Cette réserve ne s'applique pas au transport international des marchandises importés en Italie.</p> <p>P : L'assurance du transport aérien et maritime qui couvre les marchandises, les aéronefs, les navires et la responsabilité civile ne peut être contractée qu'auprès de compagnie établies dans la CE; seules les personnes ou sociétés établies dans la CE peuvent agir en qualité d'intermédiaires pour ces opérations d'assurance au Portugal.</p> <p>S : L'assurance directe peut être uniquement effectuée par l'intermédiaire d'un fournisseur de services d'assurance agréé en Suède, à condition que le fournisseur étranger de services et la compagnie d'assurance suédoise appartiennent au même groupe de sociétés ou aient conclu entre eux un accord de coopération.</p> <p>2) A : Les activités de promotion et l'intermédiation pour le compte d'une filiale non établie dans la Communauté ou d'une succursale non établie en Autriche (sauf pour la réassurance et la rétrocession) sont interdites.</p> <p>A : L'assurance obligatoire du transport aérien peut être uniquement souscrite auprès d'une filiale établie dans la Communauté ou d'une succursale établie en Autriche.</p> <p>DK : L'assurance obligatoire du transport aérien peut être uniquement souscrite auprès de compagnies établies dans la Communauté.</p> <p>DK : Aucune personne ou société (y compris les compagnies d'assurance) ne peut, à des fins commerciales au Danemark, participer à l'exécution de contrats d'assurance directe de personnes résidant au Danemark, de navires danois ou de biens sis au Danemark, à l'exception des compagnies agréées par les autorités compétentes danoises ou en venu du droit danois.</p> <p>D : Les contrats d'assurance obligatoire du transport aérien ne peuvent être souscrits qu'auprès d'une filiale établie dans la Communauté ou d'une succursale établie en Allemagne.</p> <p>D : Si une compagnie d'assurance étrangère a établi une succursale en Allemagne, elle ne peut conclure en Allemagne de contrats d'assurance concernant le transport international que par l'entremise de cette succursale.</p> <p>F : L'assurance contre les risques relatifs au transport terrestre ne peut être effectuée que par des compagnies d'assurance établies dans la Communauté.</p>	<p>2) A : Une taxe sur les primes plus élevée est perçue sur les contrats d'assurance (sauf les contrats de réassurance et de rétrocession) conclus par une filiale non établie dans la Communauté ou par une succursale non établie en Autriche. Une dérogation peut être accordée.</p>	

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitation concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>I : L'assurance contre les risques liés aux exportations c.a.f. de résidents en Italie ne peut être souscrite qu'auprès de compagnies d'assurance établies dans la Communauté.</p> <p>I : L'assurance du transport des marchandises, l'assurance des véhicules proprement dits et l'assurance responsabilité civile contre les risques encourus en Italie ne peuvent être souscrites qu'auprès de compagnies d'assurance établies dans la Communauté. Cette réserve ne s'applique pas au transport international des marchandises importés en Italie.</p> <p>P : L'assurance du transport aérien et maritime qui couvre les marchandises, les aéronefs, les navires et la responsabilité civile ne peut être contractée qu'auprès de compagnie établie dans la CE; seules les personnes ou sociétés établies dans la CE peuvent agir en qualité d'intermédiaires pour ces opérations d'assurance au Portugal.</p> <p>3) A : L'autorisation d'ouvrir des succursales est refusée aux compagnies d'assurance étrangères qui, dans leur pays, n'ont pas une forme juridique correspondante ou comparable à celle de société par actions ou d'association d'assurance mutuelle.</p> <p>B : Toute offre publique d'acquisition de valeurs mobilières belges faite par ou pour le compte d'une personne, d'une société ou d'une institution ne relevant pas d'un Etat membre de la Communauté européenne doit être autorisée par le Ministre des finances.</p> <p>E : Avant d'établir une succursale ou une agence en Espagne pour fournir certains types d'assurance, une compagnie d'assurance étrangère doit avoir été autorisée à offrir les mêmes prestations d'assurance dans son pays d'origine depuis au moins cinq ans.</p> <p>GR, E : Le droit d'établissement ne s'applique pas à la création de bureaux de représentation ni à d'autres formes de présence permanente des compagnies d'assurance, sauf celle d'agences, de succursales ou de sièges.</p> <p>FIN : Le directeur général, l'un au moins des vérificateurs des comptes et la moitié au moins des fondateurs et des membres du conseil d'administration et du conseil de surveillance d'une compagnie d'assurance doivent avoir leur lieu de résidence dans l'Espace économique européen, sauf dérogation accordée par le Ministère des affaires sociales et de la santé.</p> <p>FIN : Les compagnies d'assurance étrangères ne peuvent pas obtenir en Finlande la licence permettant d'opérer en tant que succursale dans les branches d'assurances sociales obligatoires (retraite obligatoire, assurance accident obligatoire).</p> <p>F : L'établissement de succursales est subordonné à une autorisation spéciale accordée au représentant de la succursale.</p> <p>I : Seules les personnes physiques peuvent exercer comme actuaire. L'association professionnelle de personnes physiques est autorisée (sauf sous la forme de société).</p> <p>I : L'autorisation d'établir des succursales est soumise en dernier ressort à l'appréciation des autorités de surveillance.</p> <p>IRL : Le droit d'établissement ne s'applique pas à la création de bureaux de représentation.</p> <p>P : Les compagnies étrangères ne peuvent pratiquer l'intermédiation en assurance au Portugal que par l'entremise d'une société constituée conformément à la législation d'un Etat membre de la Communauté.</p> <p>P : Pour établir une succursale au Portugal, les compagnies étrangères doivent apporter la preuve d'une expérience pratique d'au moins cinq ans.</p> <p>S : L'établissement des compagnies étrangères est uniquement autorisé sous forme de filiale ou par le biais d'un agent résident.</p> <p>S : Les maisons de courtage en assurance non constituées en sociétés en Suède peuvent uniquement établir une présence commerciale par le biais d'une succursale.</p>	<p>3) FIN : L'agent général d'une compagnie d'assurance étrangère doit avoir son lieu de résidence en Finlande, sauf si la compagnie a son siège dans l'Espace économique européen.</p> <p>S : Les compagnies d'assurance autres que sur la vie non constituées en Suède qui y exercent leurs activités sont taxées sur la base des primes encaissées pour les opérations d'assurance directe et non en fonction du résultat net.</p> <p>S : Le fondateur d'une compagnie d'assurance doit être une personne physique résidant dans l'Espace économique européen ou une personne morale constituée dans l'Espace économique européen.</p>	

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitation concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>B. Services bancaires et autres services financiers (à l'exclusion de l'assurance)</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve du conditions particulières ci-après :</p> <p>GR : La majorité des membres du conseil d'administration d'une compagnie établie en Grèce doivent être ressortissants d'un État membre de la Communauté.</p> <p>1) (2) B : Il faut être établi en Belgique pour pouvoir fournir des services de conseil en investissements.</p> <p>I : Non consolidé pour les "promotori di servizi finanziari" (agents de vente de services financiers).</p> <p>IRL : La fourniture de service d'investissement ou de conseil en investissements nécessite soit 1) une autorisation en Irlande, pour laquelle il est en général requis que l'entité soit constituée en société, ou soit une société en commandite simple, ou un représentant exclusif, le siège central/statutaire devant dans tous les cas se trouver en Irlande (l'autorisation ne sera pas nécessaire dans certains cas, par exemple lorsqu'un fournisseur de services d'un pays tiers n'a pas de présence commerciale en Irlande et que le service n'est pas fourni à des personnes physiques), soit 2) une autorisation dans un autre État membre conformément à la Directive de la CE sur les services d'investissement.</p> <p>2) (3) D : Seul un établissement de crédit établi en Allemagne comme filiale ou succursale peut intervenir comme chef de file pour l'émission de titres libellés en deutsche mark.</p> <p>FIN : Les paiements (en règlement de dépenses) des organismes publics sont effectués par le biais du service finlandais des virements postaux qui est administré par la société Postipankki Ltd. Des dérogations peuvent être accordées par le Ministère des finances pour des raisons particulières.</p> <p>GR : L'établissement dans le pays est obligatoire pour la fourniture de services de garde ou de dépôt impliquant la gestion de paiements dus au titre des intérêts et du principal sur des titre émis en Grèce.</p> <p>UK : Seule une société établie dans l'Espace économique européen peut intervenir comme chef de file pour l'émission de titres en livres sterling, y compris les émissions privées.</p> <p>3) Tous les Etats membres : — Une société de gestion spécialisée doit être établie pour gérer les fonds communs de placement et les sociétés d'investissement (articles 6 et 13 de la Directive 85/611/CEE sur les OPCVM). — Seules les entreprises ayant leur siège statutaire dans la Communauté peuvent agir en qualité de dépositaires des actifs des sociétés d'investissement (articles 8.1 et 15.1 de la Directive 85/611/CEE sur les OPCVM).</p> <p>A : Seuls les membres de la Bourse autrichienne peuvent y négocier des titres. A : Les opérations de change et les transactions sur devises sont subordonnées à l'autorisation de la Banque nationale autrichienne.</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux. et sous réserve du limitations particulières ci-après :</p> <p>A : Une succursale doit être dirigée par deux personnes physiques résidant en Autriche.</p> <p>DK : L'agent général de la succursale d'une compagnie d'assurance doit avoir résidé au Danemark depuis deux ans sauf s'il s'agit d'un ressortissant d'un État membre de la Communauté. Le Ministre du commerce et de l'industrie peut accorder une dérogation.</p> <p>DK : Résidence obligatoire pour le personnel d'encadrement et les membres du conseil d'administration de la société. Le Ministre du commerce et de l'industrie peut cependant accorder une dérogation. Celle-ci est accordée de façon non discriminatoire.</p> <p>E, I : Résidence obligatoire pour les actuaires.</p> <p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p> <p>3) F : Outre les établissements de crédit français, seules les filiales françaises (de droit français) de banques non françaises agréées peuvent intervenir comme chefs de file pour l'émission de titres libellés en francs français, à condition de justifier d'un volume suffisant de ressources et d'engagements à Paris. Ces conditions s'appliquent aux banques chefs de file responsables des opérations. Les banques non françaises peuvent, sans restrictions ni condition d'établissement, agir en qualité de cochefs de file pour l'émission d'obligations en eurofrancs.</p> <p>I : Les bureaux de représentation d'intermédiaires étrangers ne peuvent pas exercer des activités de promotion pour des placements en valeurs mobilières.</p> <p>S : Le fondateur d'un établissement bancaire doit être une personne physique résidant dans l'Espace économique européen ou une banque étrangère. Le fondateur d'une caisse d'épargne doit être une personne physique résidant dans l'Espace économique européen.</p>	<p>Les Communautés européennes et leurs Etats membres souscrivent les engagements additionnels joints en annexe.</p>

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitation concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>A : Les obligations hypothécaires et obligations de collectivité locales peuvent être émises par des banques spécialisées et agréées à cette fin.</p> <p>A : Seules les sociétés spécialisées exclusivement à cet effet et constituées en sociétés anonymes en Autriche peuvent fournir des services de gestion des caisses de pension.</p> <p>B : Toute offre publique d'acquisition de valeurs mobilières belges faite par ou pour le compte d'une personne, d'une société ou d'une institution ne relevant pas d'un Etat membre de la Communauté européenne doit être autorisée par le Ministre des finances.</p> <p>DK : Les établissements financiers peuvent négocier des titres à la Bourse de Copenhague uniquement par l'intermédiaire de filiales constituées au Danemark.</p> <p>E : Les établissements financiers peuvent négocier des valeurs cotées en bourse ou sur le marché des titres d'Etat uniquement par l'intermédiaire de maisons de courtage constituées en Espagne.</p> <p>FIN : La moitié au moins des fondateurs, des membres du conseil d'administration, du conseil de surveillance et des délégués, ainsi que le directeur général, le fondé de procuration et la personne ayant la signature pour le compte de l'établissement de crédit doivent avoir leur lieu de résidence dans l'Espace économique européen, sauf dérogation du Ministère des finances. L'un au moins des vérificateurs des comptes doit avoir son lieu de résidence dans l'Espace économique européen.</p> <p>FIN : Un courtier (personne physique) intervenant sur le marché des produits dérivés doit avoir son lieu de résidence dans l'Espace économique européen. Des dérogations peuvent être accordées aux conditions arrêtées par le Ministère des finances.</p> <p>FIN : Les paiements (en règlement de dépenses) des organismes publics sont effectués par le biais du service finlandais des virements postaux qui est administré par la société Postipankki Ltd. Des dérogations peuvent être accordées par le Ministère des finances pour des raisons particulières.</p> <p>GR : Les établissements financiers peuvent uniquement négocier des valeurs cotées à la Bourse d'Athènes par le biais de sociétés de bourse constituées en Grèce.</p> <p>GR : Aux fins de l'établissement et des opérations de succursales, un montant minimum de devises doit être importé, converti en drachmes et conservé en Grèce tant que la banque étrangère poursuivra ses activités en Grèce :</p> <p>— jusqu'à quatre (4) succursales, ce montant minimum est actuellement équivalent à la moitié du capital-actions minimum requis pour la constitution d'un établissement de crédit en Grèce;</p> <p>— aux fins des opérations des succursales additionnelles, le capital minimum requis est égal au capital-actions minimum nécessaire à la constitution d'un établissement de crédit en Grèce.</p> <p>I : Les intermédiaires doivent faire appel, en vue du démarchage, à des agents de vente de services financiers agréés résidents dans le territoire d'un Etat membre des Communauté européennes.</p> <p>I : Les opérations de compensation et de règlement se rapportant à des titres sont uniquement effectuées par le mécanisme officiel de compensation. Les opérations de compensation, jusqu'au stade du règlement final des transactions sur les titres, peuvent être confiées à une société agréée par la Banque d'Italie avec l'accord de la Commission des opérations de bourse (Consob).</p>	<p>S : Les succursales des sociétés de gestion de fonds non constituées en Suède ne peuvent pas gérer certains fonds de placement collectif dont les membres bénéficient de certains avantages fiscaux (Allermansfonder).</p>	<p>S : Les restrictions concernant l'administration de certains fonds de placement collectif (Allermansfonder) par les succursales de sociétés de gestion de fonds en Suède sont actuellement réexaminées. Le gouvernement suédois envisage de proposer la suppression de ces restrictions en 1998. Sous réserve de l'adoption par le Parlement de l'amendement législatif nécessaire, la Suède supprimera la limitation pertinente indiquée dans la colonne relative au traitement national.</p>

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitation concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>I : L'offre de valeurs mobilières au public (conformément à l'article 18 de la Loi n° 216/74) à l'exception des actions et du titres de créance (y compris des titres de créance convertibles) est réservée aux sociétés à responsabilité limitée italiennes, sociétés étrangères dûment agréées, organismes publics ou sociétés appartenant à des collectivités locales, dont les fonds propres sont d'au moins 2 milliards de lires.</p> <p>I : Les services centralisés de dépôt, de garde et de gestion peuvent être uniquement fournis par la Banque d'Italie pour les titres d'Etat, ou par la Monte Titoli SpA pour les actions, titres participatifs et autres effets négociés sur un marché réglementé.</p> <p>I : Dans le cas des fonds de placement collectif autres que les OPCVM harmonisés visés par la directive 85/611/CEE, la société fiduciaire/dépositaire doit être constituée en Italie ou dans un autre Etat membre de la Communauté et établie par le biais d'une succursale en Italie. Seules les banques, compagnies d'assurance et sociétés de placement en valeurs mobilières ayant leur siège social dans la Communauté européenne peuvent exercer des activités de gestion de fonds de pension. Les sociétés de gestion (fonds à capital variable et fonds de placement immobilier) doivent aussi être constituées en Italie.</p> <p>IRL : Dans le cas des fonds de placement collectif constitués sous forme de fonds communs de placement ou de sociétés à capital variable (autres que les organismes de placement collectif en valeurs mobilières - OPCVM), la société fiduciaire/dépositaire et de gestion doit être constituée en Irlande ou dans un autre Etat membre de la Communauté. Dans le cas des sociétés de placement en commandite simple, au moins un des commanditaires doit être constitué en société en Irlande.</p> <p>IRL : Pour devenir membre d'une bourse en Irlande, une entité doit soit 1) être agréée à cet effet en Irlande, ce qui veut dire qu'elle doit être constituée en société ou doit être une société en commandite simple et qu'elle doit avoir son siège statutaire en Irlande, soit 2) être agréée dans un autre Etat membre conformément à la Directive de la CE sur les services d'investissement.</p> <p>IRL : La fourniture de services d'investissement ou de conseil en investissements nécessite soit 1) une autorisation en Irlande, pour laquelle il est en général requis que l'entité soit constituée en société, ou soit une société en commandite simple, ou un représentant exclusif, le siège central/statutaire devant dans tous les cas être établie en Irlande (l'organe de surveillance peut aussi autoriser les succursales d'entités de pays tiers), soit 2) une autorisation dans un autre Etat membre conformément à la Directive de la CE sur les services d'investissement.</p> <p>P : L'établissement de banques non communautaires est subordonné à une autorisation délivrée, séparément dans chaque cas, par le Ministre des finances. L'établissement de ces banques doit contribuer à renforcer l'efficacité du système bancaire national ou doit avoir une incidence notable sur l'internationalisation de l'économie portugaise.</p> <p>P : Les services liés aux capitaux risques ne peuvent pas être fournis par les succursales de sociétés de capital risque ayant leur siège dans un pays non membre de la Communauté. Les services de courtage à la bourse de Lisbonne peuvent être fournis par des maisons de courtage constituées au Portugal ou par les succursales de sociétés d'investissement agréées dans un autre pays membre de la Communauté et autorisées à fournir ces services dans leur pays d'origine. Les services de courtage à la bourse des produits dérivés de porto et sur le marché hors cote ne peuvent pas être fournis par les succursales de maisons de courtage de pays non membres de la Communauté.</p> <p>La gestion des fonds de pension est réservée aux sociétés constituées au Portugal et aux compagnies d'assurance établies au Portugal et autorisées à exercer des activités d'assurance-vie.</p>		

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitation concernant le traitement national	Engagements additionnels
	<p>UK : Les maisons de courtage entre opérateurs primaires, qui sont une catégorie d'établissements financiers s'occupant de la dette publique, doivent être établies dans l'Espace économique européen et dotées d'un capital distinct.</p> <p>S : Les sociétés non constituées en Suède peuvent uniquement établir une présence commerciale par le biais d'une succursale et, dans le cas des banques, également d'un bureau de représentation.</p> <p>4) Non consolidé sauf comme indique sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des conditions particulières suivantes :</p> <p>F : Sociétés d'investissement à capital fixe : condition de nationalité pour le président du conseil d'administration, les directeurs généraux et au moins deux tiers des administrateurs; si la société est dotée d'un conseil de surveillance, les membres de ce conseil ou son directeur général et au moins deux tiers de ses membres doivent aussi satisfaire à la condition de nationalité.</p> <p>GR : Les établissements de crédit doivent désigner au moins deux personnes comme responsables de leurs opérations. Ces personnes doivent résider en Grèce.</p>	<p>4) Non consolidé sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" et sous réserve des limitations particulière ci-après :</p> <p>I : Résidence obligatoire dans le territoire d'un Etat membre des Communautés européennes pour les "promotori di servizi finanziari" (agents de vente de services financiers).</p>	

Engagement additionnels des Communautés européennes et de leurs Etats membres

ASSURANCE

a) Les Communautés européennes et leurs Etats membres notent l'étroite coopération qui s'est instaurée entre les autorités des Etats membres chargées de la réglementation et de la surveillance dans le domaine de l'assurance et appuient les efforts qu'elles ont engagés pour promouvoir des règles de surveillance améliorées.

b) Les Etats membres feront tout leur possible pour examiner dans les six mois les demandes dûment établies présentées par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers en vue d'obtenir les licences nécessaires à l'exécution d'activités d'assurance directe par le biais de l'établissement d'une filiale dans un Etat membre, conformément à la législation dudit Etat. Dans les cas où ces demandes sont rejetées, l'autorité de l'Etat membre fera tout son possible pour en informer les entreprises en question et donner les raisons du rejet de la demande.

c) les autorités des Etats membres chargées de la surveillance feront tout leur possible pour fournir sans retard indu les renseignements sollicités par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers sur l'Etat d'avancement de l'examen de leurs demandes dûment établies présentées en vue d'obtenir les licences nécessaires à l'exécution d'activités d'assurance directe par le biais de l'établissement d'une filiale dans un Etat membre, conformément à la législation dudit Etat.

d) Les Communautés européennes et leurs Etats membres feront tout leur possible pour examiner toute question relative au bon fonctionnement du marché intérieur de l'assurance et étudier toutes questions qui pourraient avoir une incidence sur ce marché.

e) Les Communautés européennes et leurs Etats membres notent qu'en ce qui concerne l'assurance automobile, conformément à la législation communautaire en vigueur le 31 décembre 1997 et sans préjudice de la législation future, les primes peuvent être calculées compte tenu de plusieurs facteurs de risque.

f) Les Communautés européennes et leurs Etats membres notent que, conformément à la législation future, l'approbation préalable, par les autorités nationales chargées de la surveillance, des conditions établies dans les polices et des barèmes de primes qu'une compagnie d'assurance a l'intention d'utiliser n'est généralement pas nécessaire.

g) Les Communautés européennes et leurs Etats membres notent que, conformément à la législation communautaire en vigueur le 31 décembre 1997 et sans préjudice de la législation future, l'approbation préalable, par les autorités nationales chargées de la surveillance, de la majoration des taux de prime n'est généralement pas nécessaire.

AUTRES SERVICES FINANCIERS

a) En application des directives communautaires pertinentes, les Etats membres feront tout leur possible pour examiner dans les douze mois les demandes dûment établies présentées par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers en vue d'obtenir les licences nécessaires à l'exécution d'activités bancaire par le biais de l'établissement d'une filiale dans un Etat membre conformément à la législation dudit Etat. Dans les cas où ces demandes sont rejetées, l'Etat membre fera tout son possible pour en informer les entreprises en question et donner les raisons du rejet de la demande.

b) les Etats membres feront tout leur possible pour fournir sans retard indu les renseignements sollicités par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers sur l'état d'avancement de l'examen de leurs demandes dûment établies présentées en vue d'obtenir les licences nécessaires à l'exécution d'activités bancaires par le biais de l'établissement d'une filiale dans un Etat membre, conformément à la législation dudit Etat.

c) En application des directives communautaires pertinentes, les Etats membres feront tout leur possible pour examiner dans les six mois les demandes dûment établies présentées par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers en vue d'obtenir les licences nécessaires à la fourniture de services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières, tels qu'ils sont définis dans la Directive sur les services d'investissement, par le biais de l'établissement d'une filiale dans un Etat membre, conformément à la législation dudit Etat. Dans les cas où ces demandes sont rejetées, l'Etat membre fera tout son possible pour en informer les entreprises en question et donner les raisons du rejet de la demande.

d) Les Etats membres feront leur possible pour fournir sans retard indu les renseignements sollicités par des entreprises régies par les lois d'un pays tiers sur l'état d'avancement de l'examen de leurs demandes dûment établies présentées en vue d'obtenir les licences nécessaires à la fourniture de services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières par le biais de l'établissement d'une filiale dans un Etat membre, conformément à la législation dudit Etat.

Notes

(1) A la différence des filiales de sociétés étrangères, les succursales établies directement dans un Etat membre par un établissement financier non communautaire ne sont pas, à certaines exceptions limitées près, assujetties aux réglementations prudentielles harmonisées au niveau de la Communauté qui accordent aux filiales susmentionnées des facilités élargies pour implanter de nouveaux établissements et fournir des services transfrontières dans toute la Communauté. Ces succursales sont donc autorisées à opérer sur le territoire d'un Etat membre dans des conditions équivalentes à celles qui s'appliquent aux établissements financiers nationaux de cet Etat membre et peuvent être tenues de satisfaire à plusieurs règles prudentielles spécifiques telles que, dans le cas des banques et des services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières, un capital distinct et d'autres prescriptions relatives à la solvabilité ainsi qu'à la présentation et publication des comptes, ou, dans le cas des assurances, des prescriptions particulières en matière de garanties et de dépôts, un capital distinct et la domiciliation dans l'Etat membre en question des actifs représentant les réserves techniques et au moins un tiers de la marge de solvabilité. Les Etats membres ne peuvent appliquer les restrictions indiquées dans la présente liste qu'à l'établissement direct, en provenance d'un pays tiers, d'une présence commerciale ou à la fourniture de services transfrontières à partir d'un pays tiers; un Etat membre ne peut donc appliquer ces restrictions, y compris celles qui concernent l'établissement, à des filiales de sociétés de pays tiers établies dans d'autres Etats membres de la Communauté, sauf si ces restrictions sont également applicables à des sociétés ou ressortissants d'autres Etats membres conformément à la législation communautaire.

(2) I: La fourniture et le transfert d'informations financières et le traitement de données financières entraînant la négociation d'instruments financiers peuvent être interdits lorsqu'il y a un risque d'atteinte grave à la protection du investisseur. Seules les banques et les sociétés d'investissement agréées sont tenues de respecter les règles régissant la conduite des affaires lorsqu'elles donnent des conseils en investissements concernant des instruments financiers et des conseils aux entreprises sur la structure du capital, la stratégie industrielle et les questions connexes, et lorsqu'elles fournissent des conseils et services concernant les fusions ou acquisitions d'entreprises. Les activités consultatives ne devraient pas inclure la gestion d'actifs.

(3) I: Les personnes habilitées à gérer des actifs collectifs sont réputées responsables de toute activité d'investissement réalisée par leurs suppléants (gestion d'actifs collectifs, à l'exception des OPCVM).

VERTALING

Vijfde protocol bij de Algemene Overeenkomst betreffende de Handel in Diensten

De Leden van de Wereldhandelsorganisatie (hierna te noemen de « WTO ») waarvan de Lijsten van specifieke verbintenissen en de Lijsten van vrijstellingen van de in artikel II van de Algemene Overeenkomst betreffende de Handel in Diensten vervatte verplichtingen inzake financiële diensten, aan dit Protocol zijn gehecht (hierna te noemen de « betrokken Leden »),

Hebbende onderhandelingen gevoerd overeenkomstig het bepaalde in het Tweede Besluit betreffende financiële diensten, genomen door de Raad voor de Handel in Diensten op 21 juli 1995 (S/L/9),

Komen het volgende overeen :

1. Een aan dit Protocol gehechte Lijst van specifieke verbintenissen en een Lijst van vrijstellingen van de in artikel II vervatte verplichtingen betreffende financiële diensten die op een Lid rusten komen, op het tijdstip dat dit Protocol ten aanzien van bedoeld Lid in werking treedt, in de plaats van de secties betreffende financiële diensten van de Lijst van specifieke verbintenissen en de Lijst van vrijstellingen van de op dit Lid rustende verplichtingen die in artikel II zijn vervat.

2. Dit Protocol staat tot 29 januari 1999 open voor aanvaarding, door ondertekening of op andere wijze, door de betrokken Leden.

3. Dit Protocol treedt in werking op de dertigste dag volgend op de datum waarop het door alle betrokken Leden is aanvaard. Indien het Protocol tegen 30 januari 1999 niet door alle betrokken leden is aanvaard, kunnen de Leden die het vóór die datum wel hebben aanvaard binnen de volgende 30 dagen een beslissing nemen omtrent de inwerkingtreding van het Protocol.

4. Dit Protocol wordt nedergelegd bij de Directeur-Generaal van de WTO. Overeenkomstig lid 3 verstrekt de Directeur-Generaal van de WTO onverwijld een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van dit Protocol en een kennisgeving van de aanvaarding ervan aan elk Lid van de WTO.

5. Dit Protocol wordt geregistreerd overeenkomstig de bepalingen van artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties.

Gedaan te Genève, op zevenentwintig februari negentienhonderd achtennegentig, in één exemplaar, in de Engelse, de Franse en de Spaanse taal, zijnde elke tekst authentiek, andersluidende bepalingen betreffende de aan dit Protocol gehechte Lijsten buiten beschouwing gelaten.

Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten

Lijst van specifieke verbintenissen

Wijze van levering : (1) Grensoverschrijdende levering (2) Consumptie in het buitenland (3) Commerciële aanwezigheid (4) Aanwezigheid natuurlijke personen

Sector of deelsector	Beperkingen markttoegang	Beperkingen nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
Sector Financiële Diensten (1)			
1.	De Gemeenschap en haar Lid-Staten gaan een aantal verbintenissen betreffende financiële diensten aan, overeenkomstig de bepalingen van het "Memorandum van Overeenstemming inzake verbintenissen betreffende financiële diensten" (het Memorandum van Overeenstemming).		
2.	Deze verbintenissen zijn onderworpen aan de beperkingen ter zake van markttoegang en nationale behandeling als aangegeven in de afdeling "alle sectoren" van deze lijst en de beperkingen met betrekking tot de hierna opgesomde deelsectoren.		
3.	De verbintenissen inzake markttoegang wat de wijzen van levering (1) en (2) betreft, gelden alleen de verrichtingen als vermeld in respectievelijk lid 3 en lid 4, afdeling B van het Memorandum van Overeenstemming betreffende de markttoegang.		
4.	Niettegenstaande het bepaalde onder punt 1. hiervoor, zijn de verbintenissen inzake markttoegang en nationale behandeling wat de wijze van financiële dienstverlening (4) betreft, terug te vinden in de afdeling "alle sectoren" van deze lijst, met uitzondering van Zweden, dat verbintenissen aangaat uit hoofde van het Memorandum van Overeenstemming.		
5.	De toelating tot de markt van nieuwe financiële diensten of producten kan worden vastgelegd op basis en met inachtneming van een regelgevend kader, dat ten doel heeft de in artikel 2(a) van de Bijlage Financiële Diensten vermelde doelstellingen te verwezenlijken.		
6.	Als algemene regel en op niet-discriminatoire basis geldt dat in een Lid-Staat van de Gemeenschap als vennootschap opgerichte financiële instellingen een bepaalde rechtsvorm dienen te hebben.		

Wijze van levering : (1) Grensoverschrijdende levering (2) Consumptie in het buitenland (3) Commerciële aanwezigheid (4) Aanwezigheid natuurlijke personen

Sector of deelsector	Beperkingen markttoegang	Beperkingen nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
A. Verzekeringen en daaraan verwante diensten	<p>1) A : De promotie-activiteiten en de tussenkomst voor rekening van een dochtermaatschappij die niet in de Gemeenschap gevestigd is of een filiaal dat niet in Oostenrijk gevestigd is, zijn (met uitzondering van herverzekering en retrocessie) niet toegestaan.</p> <p>A : De verplichte verzekering van het luchtvervoer kan alleen worden aangegaan bij een dochtermaatschappij die in de Gemeenschap gevestigd is of een filiaal dat in Oostenrijk gevestigd is.</p> <p>DK : De verplichte verzekering van het luchtvervoer kan alleen worden aangegaan bij maatschappijen die in de Gemeenschap gevestigd zijn.</p> <p>DK : Geen enkele persoon of maatschappij (met inbegrip van de verzekeringsmaatschappijen) kan, voor handelsdoeleinden in Denemarken, deelnemen aan de uitvoering van contracten die de directe verzekering ten doel hebben van personen die in Denemarken hun woonplaats hebben, dan wel van Deense schepen of goederen die in Denemarken gelegen zijn, met uitzondering van de door de bevoegde Deense autoriteiten of naar het Deense recht erkende verzekeringsmaatschappijen.</p> <p>D : De contracten voor de verplichte verzekering van het luchtvervoer kunnen alleen worden aangegaan bij een dochtermaatschappij die in de Gemeenschap gevestigd is of een in Duitsland gevestigd filiaal</p> <p>D : Een buitenlandse verzekeringsmaatschappij die in Duitsland een filiaal heeft opgericht, kan in Duitsland alleen via dit filiaal verzekeringscontracten voor het internationaal vervoer afsluiten.</p> <p>E, I : Niet-gebonden voor de actuarissen</p> <p>FIN : Alleen de verzekeringsmaatschappijen waarvan de zetel in de Europese Economische Ruimte gevestigd is of die in Finland een filiaal hebben, kunnen de in het Memorandum van Overeenstemming lid 3) bedoelde diensten op het stuk van verzekeringen aanbieden.</p> <p>FIN : De verlening van diensten in verband met verzekeringsmakelaardij is onderworpen aan de vereiste inzake een permanente vestiging in de Europese Economische Ruimte.</p>	<p>(1) A : Op de premies die worden geïnd op grond van verzekeringscontracten (met uitzondering van herverzekerings- en retrocessiecontracten) gesloten door een dochtermaatschappij die niet in de Gemeenschap gevestigd is of een filiaal dat niet in Oostenrijk gevestigd is, wordt een hogere belasting geheven. Afwijkingen kunnen worden toegestaan.</p>	De Europese Gemeenschappen en hun Lid-Statens gaan de hierbij als bijlage gevoegde bijkomende verbintenissen aan.

Sector of deelsector	Beperkingen markttoegang	Beperkingen nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
	<p>F: De verzekering tegen de risico's die verband houden met het vervoer over land kan alleen worden afgesloten door verzekeringsmaatschappijen die in de Gemeenschap gevestigd zijn.</p> <p>I: De verzekering tegen de risico's die verband houden met de c.i.f.-export door Italiaanse ingezetenen, kan alleen worden aangegaan bij verzekeringsmaatschappijen die in de Gemeenschap gevestigd zijn.</p> <p>I: De verzekering van het goederenvervoer, de verzekering van de voertuigen als zodanig en de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid betreffende in Italië gelopen risico's, kan alleen worden aangegaan bij verzekeringsmaatschappijen die in de Gemeenschap gevestigd zijn. Dit voorbehoud is niet van toepassing op het internationaal vervoer van in Italië geïmporteerde goederen.</p> <p>P: De verzekering van het lucht- en zeevervoer ter dekking van de goederen, de luchtvaartuigen, de schepen en de burgerlijke aansprakelijkheid kan alleen worden aangegaan bij maatschappijen die in de EG gevestigd zijn; alleen de personen of maatschappijen die in de EG gevestigd zijn kunnen bij soortgelijke verzekeringsverrichtingen in Portugal in de hoedanigheid van agent optreden.</p> <p>S: De directe verzekering kan alleen plaatsvinden door bemiddeling van een in Zweden erkend verlener van diensten aangaande verzekeringen, op voorwaarde dat de buitenlandse dienstverlener en de Zweedse verzekeringsmaatschappij deel uitmaken van dezelfde groep dan wel een onderlinge samenwerkingsovereenkomst hebben gesloten.</p> <p>2) A: De promotie-activiteiten en de tussenkomst voor rekening van een dochtermaatschappij die niet in de Gemeenschap gevestigd is of een filiaal dat niet in Oostenrijk gevestigd is zijn (met uitzondering van de herverzekering en retrocessie) niet toegestaan.</p> <p>A: De verplichte verzekering van het luchtvervoer kan alleen worden aangegaan bij een dochtermaatschappij die in de Gemeenschap gevestigd is of een filiaal dat in Oostenrijk gevestigd is.</p> <p>DK: De verplichte verzekering van het luchtvervoer kan alleen worden aangegaan bij maatschappijen die in de Gemeenschap gevestigd zijn.</p> <p>DK: Geen enkele persoon of vennootschap (met inbegrip van de verzekeringsmaatschappijen) kan, voor handelsdoeleinden in Denemarken, deelnemen aan de uitvoering van contracten die de directe verzekering ten doel hebben van personen die in Denemarken hun woonplaats hebben dan wel van Deense schepen of goederen die in Denemarken gelegen zijn, met uitzondering van de door de bevoegde Deense autoriteiten of naar het Deense recht erkende maatschappijen.</p> <p>D: De contracten voor de verplichte verzekering van het luchtvervoer kunnen alleen worden aangegaan bij een dochtermaatschappij die in de Gemeenschap gevestigd is of een in Duitsland gevestigd filiaal.</p> <p>D: Een buitenlandse verzekeringsmaatschappij die in Duitsland een filiaal heeft opgericht, kan alleen via dit filiaal verzekeringscontracten voor het internationaal vervoer in Duitsland afsluiten.</p> <p>F: De verzekering tegen de risico's die verband houden met het vervoer over land kan alleen worden afgesloten door verzekeringsmaatschappijen die in de Gemeenschap gevestigd zijn.</p> <p>I: De verzekering tegen de risico's die verband houden met de c.i.f.-export door Italiaanse ingezetenen kan alleen worden aangegaan bij verzekeringsmaatschappijen die in de Gemeenschap gevestigd zijn.</p> <p>I: De verzekering van het goederenvervoer, de verzekering van de voertuigen als zodanig en de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid betreffende in Italië gelopen risico's, kan alleen worden aangegaan bij verzekeringsmaatschappijen die in de Gemeenschap gevestigd zijn. Dit voorbehoud is niet van toepassing op het internationaal vervoer van in Italië geïmporteerde goederen.</p> <p>P: De verzekering van het lucht- en zeevervoer ter dekking van de goederen, de luchtvaartuigen, de schepen en de burgerlijke aansprakelijkheid kan alleen worden aangegaan bij maatschappijen die in de EG gevestigd zijn; alleen de personen of vennootschappen die in de EG gevestigd zijn kunnen in Portugal bij soortgelijke verzekeringsverrichtingen in de hoedanigheid van agent optreden.</p>	<p>2) A: Op de premies die worden geïnd op grond van verzekeringscontracten (met uitzondering van herverzekerings- en retrocessiecontracten) gesloten door een dochtermaatschappij die niet in de Gemeenschap gevestigd is of een filiaal dat niet in Oostenrijk gevestigd is, wordt een hogere belasting geheven. Afwijkingen kunnen worden toegestaan.</p>	

Sector of deelsector	Beperkingen markttoegang	Beperkingen nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
	<p>3) A : Buitenlandse verzekeringsmaatschappijen die in hun land geen overeenkomstige rechtsvorm hebben dan wel een rechtsvorm die vergelijkbaar is met die van een naamloze vennootschap of een onderlinge verzekeringsmaatschappij, is het niet toegestaan filialen te openen.</p> <p>B : Openbare overname-aanbiedingen op Belgische effecten door of namens een persoon, een vennootschap of een instelling die geen deel uitmaken van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, behoeven de toelating van de Minister van Financiën.</p> <p>E : Vooraleer een buitenlandse verzekeringsmaatschappij in Spanje een filiaal of een agentschap kan vestigen om bepaalde vormen van verzekering aan te bieden, dient ze de toelating te hebben gekregen om in haar land van herkomst sedert ten minste vijf jaar dezelfde verzekeringen aan te bieden.</p> <p>E, GR : Het recht van vestiging is niet van toepassing op de oprichting van vertegenwoordigingskantoren dan wel andere vormen van permanente aanwezigheid van de verzekeringsmaatschappijen, behalve wat de aanwezigheid betreft van agentschappen, filialen of de zetel van de maatschappij.</p> <p>FIN : De directeur-generaal, ten minste één van de accountants en ten minste de helft van de oprichters en de helft van de leden van de raad van bestuur en van de raad van toezicht van een verzekeringsmaatschappij moeten hun woonplaats hebben in de Europese Economische Ruimte, tenzij door het Ministerie van Sociale Zaken en Gezondheid hierop een afwijking wordt toegestaan.</p> <p>FIN : De buitenlandse verzekeringsmaatschappijen kunnen in Finland geen vergunning krijgen om als filiaal in de bedrijfstak van de verplichte sociale verzekeringen (verplichte pensioenverzekering, verplichte ongevalverzekering) actief te zijn.</p> <p>F : De vestiging van filialen is onderworpen aan de vereiste dat de vertegenwoordiger van het filiaal hiervoor een speciale toelating werd verleend.</p> <p>I : Alleen natuurlijke personen kunnen het beroep van actuaaris uitoefenen. De vereniging voor beroepsdoel-einden van natuurlijke personen is (behalve in vennootschapsvorm) toegestaan.</p> <p>I : Het verlenen van een toelating voor de vestiging van filialen berust in laatste instantie bij de controleinstanties.</p> <p>IRL : Het recht van vestiging is niet van toepassing op de oprichting van vertegenwoordigingskantoren.</p> <p>P : In Portugal kunnen de buitenlandse maatschappijen zich alleen met verzekeringsbemiddeling bezighouden via een naar de wetgeving van een Lid-Staat van de Gemeenschap opgerichte vennootschap.</p> <p>P : Om in Portugal een filiaal te kunnen vestigen, moeten de buitenlandse maatschappijen een bewijs van ten minste vijf jaar praktijkervaring kunnen voorleggen.</p> <p>S : De vestiging van de buitenlandse maatschappijen is alleen toegestaan in de vorm van een dochtermaatschappij of via een agent die in Zweden zijn woonplaats heeft.</p> <p>S : Ten aanzien van makelaarsfirma's die op het gebied van verzekeringen bedrijvig zijn en die niet in vennootschapsvorm in Zweden werden opgericht, is de vestiging van een commerciële aanwezigheid alleen via een filiaal toegestaan.</p> <p>4) Niet-gebonden behoudens als vermeld onder de «horizontale verbintenissen» en onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden die hierna worden opgesomd :</p> <p>GR : De meerderheid van de leden van de raad van bestuur van een in Griekenland gevestigde maatschappij moet onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Gemeenschap.</p>	<p>3) FIN : De algemeen agent van een buitenlandse verzekeringsmaatschappij dient zijn woonplaats in Finland te hebben, tenzij de zetel van de maatschappij in de Europese Economische Ruimte gevestigd is.</p> <p>S : De verzekeringsmaatschappijen andere dan de levensverzekeringsmaatschappijen die niet in Zweden werden opgericht maar die er hun werkzaamheden uitoefenen worden belast op grond van de premies die werden geïnd voor de verrichtingen inzake directe verzekeringen en niet op basis van het netto-resultaat.</p> <p>S : De oprichter van een verzekeringsmaatschappij dient een natuurlijk persoon te zijn die in de Europese Economische Ruimte zijn woonplaats heeft dan wel een rechtspersoon die in de Europese Economische Ruimte werd opgericht.</p> <p>4) Niet-gebonden behoudens als vermeld onder de «horizontale verbintenissen» en onder voorbehoud van de bijzondere voorwaarden die hierna worden opgesomd :</p> <p>A : Een filiaal dient te worden geleid door twee natuurlijke personen die in Oostenrijk hun woonplaats hebben.</p> <p>DK : De algemeen agent van het filiaal van een verzekeringsmaatschappij dient sedert twee jaar zijn woonplaats in Denemarken te hebben, tenzij het een onderdaan van een Lid-Staat van de Gemeenschap betreft. De Minister van Handel en Industrie kan hierop een afwijking toestaan.</p> <p>DK : Verplichte woonplaats voor het kaderpersoneel en de leden van de raad van bestuur van de maatschappij. De Minister van Handel en Industrie kan hierop evenwel een afwijking toestaan. Dit gebeurt op niet-discriminatoire wijze.</p> <p>E,I : Verplichte woonplaats voor de actuarissen.</p>	

Sector of deelsector	Beperkingen markttoegang	Beperkingen nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
<p>B. Bancaire en andere financiële diensten (verzekeringen uitgezonderd)</p>	<p>1) (2) B: Om in België adviesdiensten aangaande investeringen te kunnen verlenen, moet men er gevestigd zijn. I: Niet-gebonden voor de «promotori di servizi finanziari» (verkoopagenten van financiële diensten). IRL: Voor het verlenen van diensten op het gebied van investeringen of het verstrekken van advies aangaande investeringen is vereist, ofwel 1) een in Ierland verleende toelating waaraan doorgaans de voorwaarde is verbonden dat het lichaam in de vorm van een vennootschap is opgericht, dan wel een commanditaire vennootschap bij wijze van geldschieting of een exclusieve vertegenwoordiger is, waarbij het een absolute vereiste is dat de hoofdzetel/maatschappelijke zetel zich in Ierland bevindt (in sommige gevallen is de toelating niet vereist, bijvoorbeeld wanneer een dienstverlener uit een derde land in Ierland geen commerciële aanwezigheid heeft en de dienst niet verleend wordt aan natuurlijke personen), ofwel 2) een in een andere Lid-Staat verleende toelating overeenkomstig de EG-richtlijn inzake diensten aangaande investeringen.</p> <p>2) (3) D: Alleen een kredietinstelling die als dochtermaatschappij of filiaal in Duitsland is gevestigd, kan bij de uitgifte van in Duitse mark uitgegedrukte waardepapieren als leidende bank optreden. FIN: De betalingen (ter vereffening van uitgaven) van de overheidsinstellingen worden verricht via de Finse girodienst die onder het bestuur van de maatschappij Postipankki Ltd ressorteert. Het Ministerie van Financiën kan om bepaalde redenen hierop een afwijking toestaan. GR: De vestiging in het land is verplicht voor het verlenen van diensten aangaande bewaarneming of deposito die het beheer met zich brengen van aan rente en hoofdsom verschuldigde betalingen uit hoofde van de in Griekenland uitgegeven waardepapieren.</p> <p>UK: Alleen een in de Europese Economische Ruimte gevestigde maatschappij kan ten behoeve van de uitgifte van in pond sterling uitgegedrukte waardepapieren, met inbegrip van particuliere uitgiften, als leidende bank optreden</p> <p>3) Alle Lid-Staten: - Met het oog op het beheer van de gemeenschappelijke beleggingsgelden en de investeringsmaatschappijen, dient een gespecialiseerde beheersmaatschappij te worden opgericht (de artikelen 6 en 13 van de richtlijn 85/61/EEG betreffende de instellingen voor collectieve beleggingen in effecten). - Alleen de bedrijven die hun maatschappelijke zetel in de Gemeenschap hebben kunnen als depositaris van de activa van de verzekeringsmaatschappijen optreden (artikelen 8.1 en 15.1 van de richtlijn 85/611/EEG betreffende de instellingen voor collectieve beleggingen in effecten).</p> <p>A: Alleen de leden van de Oostenrijkse beurs kunnen hun waardepapieren ter beurse verhandelen. A: De wisselverrichtingen en de valutatransacties behoeven de toelating van de nationale bank van Oostenrijk. A: De hypothecaire obligaties en obligaties van lagere overheden kunnen door gespecialiseerde banken worden uitgegeven, die daartoe erkend zijn. A: Alleen de exclusief hierin gespecialiseerde maatschappijen die als naamloze vennootschap in Oostenrijk werden opgericht kunnen diensten aangaande het beheer van pensioenkassen verlenen. B: Alle openbare overname-aanbiedingen op Belgische effecten door of namens een persoon, een bedrijf of een instelling die geen deel uitmaken van een Lid-Staat van de Europese gemeenschap, behoeven de toelating van de Minister van Financiën.</p>	<p>1) Nihil</p> <p>2) Nihil</p> <p>3) F: Naast de Franse kredietinstellingen, kunnen alleen de Franse dochtermaatschappijen (naar Frans recht) van erkende niet-Franse banken ten behoeve van de uitgifte van in Franse frank uitgegedrukte waardepapieren als leidende bank optreden, op voorwaarde dat kan worden aangetoond dat in Parijs voldoende middelen en verbintenissen aanwezig zijn. Deze voorwaarden gelden de eerste leidende banken die voor de verrichtingen verantwoordelijk zijn. De niet-Franse banken kunnen, zonder beperking of voorwaarde inzake vestiging, ten behoeve van de uitgifte van in euro uitgegedrukte obligaties als tweede leidende bank optreden. I: De vertegenwoordigingskantoren van buitenlandse tussenpersonen kunnen geen promotie-activiteiten uitoefenen voor beleggingen in effecten.</p> <p>S: De oprichter van een bankinstelling moet een natuurlijke persoon zijn die zijn woonplaats in de Europese Economische Ruimte heeft dan wel een buitenlandse bank. De oprichter van een spaarkas moet een natuurlijke persoon zijn die zijn woonplaats in de Europese Economische Ruimte heeft. S: Sommige fondsen voor collectieve belegging waarvan de leden een aantal belastingvoordelen genieten (Allemansfonder), kunnen niet worden beheerd door de filialen van beheersmaatschappijen van fondsen die niet in Zweden werden opgericht</p>	<p>De Europese Gemeenschappen en hun Lid-staten gaan de hierbij als bijlage gevoegde bijkomende verbintenissen aan.</p> <p>S: De beperkingen betreffende het beheer van sommige fondsen voor collectieve belegging (Allemans/fonder) door de filialen van beheersmaatschappijen van fondsen in Zweden, worden momenteel opnieuw onderzocht. De Zweedse regering overweegt een voorstel te doen om deze beperkingen in 1998 op te heffen. Onder voorbehoud dat de vereiste wetswijziging door het Parlement wordt goedgekeurd, zal Zweden de desbetreffende beperking die in de kolom met betrekking tot de nationale behandeling is opgenomen, opheffen.</p>

Sector of deelsector	Beperkingen markttoegang	Beperkingen nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
	<p>DK : De financiële instellingen kunnen alleen door bemiddeling van in Denemarken opgerichte dochtermaatschappijen waardepapieren verhandelen op de beurs van Kopenhagen.</p> <p>E : De financiële instellingen kunnen alleen door bemiddeling van in Spanje opgerichte makelaarsfirma's op de beurs of op de markt van de staatspapieren genoteerde effecten verhandelen.</p> <p>FIN : Ten minste de helft van de oprichters, van de leden van de raad van bestuur, van de raad van toezicht en van de gedelegeerden alsmede de directeur-generaal, de procuratiehouder en de persoon die namens de kredietinstelling tekenbevoegdheid heeft, moeten hun woonplaats in de Europese Economische Ruimte hebben, tenzij het Ministerie van Financiën hierop een afwijking toestaat. Ten minste één van de accountants dient zijn woonplaats in de Europese Economische Ruimte te hebben.</p> <p>FIN : Een makelaar (natuurlijke persoon) die actief is op de markt van de derivaten moet zijn woonplaats hebben in de Europese Economische Ruimte. Op de door het Ministerie van Financiën vastgelegde voorwaarden kunnen afwijkingen worden toegestaan.</p> <p>FIN : De betalingsregeling (van de uitgaven) van de overheidsinstellingen gebeurt via de Finse girodienst die onder het bestuur van de maatschappij Postipankki Ltd ressorteert. Het Ministerie van Financiën kan om bepaalde redenen hierop een afwijking toestaan.</p> <p>GR : Op de Beurs van Athene genoteerde effecten kunnen door de financiële instellingen alleen via in Griekenland opgerichte beursfirma's worden verhandeld.</p> <p>GR : Ten behoeve van de vestiging en de activiteiten van filialen, dient een minimumbedrag aan valuta's te worden geïmporteerd. Deze worden in drachmen omgezet en in Griekenland bewaard zolang de buitenlandse bank in Griekenland werkzaam is :</p> <ul style="list-style-type: none"> - voor maximum vier (4) filialen, is dit minimumbedrag momenteel gelijk aan de helft van het minimum aandelenkapitaal dat voor de oprichting van een kredietinstelling in Griekenland is vereist; - ten behoeve van de activiteiten van de bijkomende filialen, is het vereiste minimum kapitaal gelijk aan het minimum aandelenkapitaal dat voor de oprichting van een kredietinstelling in Griekenland is vereist. <p>I : Voor de werving van inschrijvers op een emissie dienen de tussenpersonen een beroep te doen op erkende verkoopagenten van financiële diensten die hun woonplaats op het grondgebied van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen hebben.</p> <p>I : De verrichtingen aangaande de compensatie en betaling van waardepapieren gebeuren uitsluitend volgens de officiële compensatieregeling. De compensatieverrichtingen kunnen tot aan de fase van de eindafrekening van de transacties in verband met waardepapieren, worden toevertrouwd aan een maatschappij die, met de goedkeuring van het Beurscomité (Consob), door de Bank van Italië werd erkend.</p> <p>I. Openbare aanbiedingen van effecten (overeenkomstig artikel 18 van wet nr. 216/74), met uitzondering van de aandelen en de titels van schuldvordering (de converteerbare titels van schuldvordering inbegrepen) zijn voorbehouden aan de Italiaanse maatschappijen met beperkte aansprakelijkheid, naar behoren erkende buitenlandse maatschappijen, overheidsinstellingen of maatschappijen behorend tot lagere overheden, waarvan de eigen middelen ten minste 2 miljard lire bedragen.</p> <p>I : De gecentraliseerde diensten aangaande deposito, bewaarneming en beheer kunnen, wat de staatsfondsen betreft, alleen worden verleend door de Bank van Italië en, wat de aandelen, participatiebewijzen en andere op een gereguleerde markt verhandelde handelspapieren betreft, door de Monte Titoli SpA.</p>		

Sector of deelsector	Beperkingen markttoegang	Beperkingen nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
	<p>I : Wat de fondsen voor collectieve belegging andere dan de in richtlijn 85/611/EEG bedoelde geharmoniseerde ICBE's betreft, moet de trustmaatschappij in Italië of in een andere Lid-Staat van de Gemeenschap zijn opgericht en via een filiaal in Italië gevestigd zijn. Alleen de banken, verzekeringsmaatschappijen en de beleggingsmaatschappijen in effecten waarvan de maatschappelijke zetel in de Europese Gemeenschap gevestigd is, kunnen pensioenfondsen beheren. De beheersmaatschappijen (beleggingsmaatschappij met variabel kapitaal oftewel «open ended investment trusts» en beleggingsmaatschappij met vast kapitaal oftewel «closed ended investment trusts» moeten ook in Italië opgericht zijn.</p> <p>IRL : Wat de fondsen voor collectieve belegging betreft, die als gemeenschappelijke beleggingsfonds of als maatschappij met variabel kapitaal (andere dan de instellingen voor collectieve beleggingen in effecten -ICBE) werden opgericht, dienen de trustmaatschappij en de beheersmaatschappij in Ierland of in een andere Lid-Staat van de Gemeenschap te zijn opgericht. Gaat het om beleggingsmaatschappijen die de vorm hebben van een commanditaire vennootschap bij wijze van geldschieting, dan moet ten minste één van de commanditarissen in de vorm van een vennootschap in Ierland zijn opgericht.</p> <p>IRL : Om in Ierland lid te worden van een beurs moet een lichaam, ofwel 1) de in Ierland hiertoe vereiste erkenning hebben, wat inhoudt dat het lichaam in vennootschapsvorm is opgericht of een commanditaire vennootschap bij wijze van geldschieting is die haar maatschappelijke zetel in Ierland heeft, ofwel 2) de hiertoe vereiste erkenning in een andere Lid-Staat gekregen hebben overeenkomstig de EG-richtlijn inzake diensten aangaande investeringen.</p> <p>IRL : Voor het verlenen van diensten op het gebied van investeringen of het verstrekken van advies aangaande investeringen is vereist, ofwel 1) een in Ierland verleende toelating waaraan doorgaans de voorwaarde is verbonden dat het lichaam in vennootschapsvorm is opgericht dan wel een commanditaire vennootschap bij wijze van geldschieting, of een exclusieve vertegenwoordiger is, waarbij het een absolute vereiste is dat de hoofdzetel/maatschappelijke zetel in Ierland gevestigd is (het orgaan van toezicht kan ook toelating verlenen aan de filialen van lichamen uit derde landen), ofwel 2) een in een andere Lid-Staat verleende toelating, overeenkomstig de EG-richtlijn inzake diensten aangaande investeringen.</p> <p>P : Voor de vestiging van niet-communautaire banken dient, geval per geval, toelating te worden verleend door de Minister van Financiën. De vestiging van deze banken wordt geacht de efficiënte werking van het nationale bankstelsel te bevorderen dan wel een merkbare uitwerking te hebben op de internationalisering van de Portugese economie.</p> <p>P : De diensten die verband houden met risicokapitaal kunnen niet worden verleend door de filialen van risico-kapitaalvennootschappen waarvan de zetel gevestigd is in een land dat geen lid is van de Gemeenschap. Diensten aangaande makelaardij op de beurs van Lissabon kunnen worden verleend door in Portugal opgerichte makelaarsfirma's of de filialen van beleggingsmaatschappijen die hiertoe de erkenning werd verleend in een andere Lid-Staat van de Gemeenschap en die de toelating hebben om deze diensten in hun land van herkomst te verlenen. Diensten aangaande makelaardij op de derivatenbeurs van Porto en op de markt van niet-genoteerde fondsen kunnen niet worden verleend door de filialen van makelaarsfirma's uit landen die geen lid zijn van de Gemeenschap.</p> <p>Het beheer van pensioenfondsen is voorbehouden aan de in Portugal opgerichte maatschappijen en de in Portugal gevestigde verzekeringsmaatschappijen, die de toelating hebben om op het gebied van de levensverzekering diensten te verlenen.</p>		

Sector of deelsector	Beperkingen markttoegang	Beperkingen nationale behandeling	Bijkomende verbintenissen
	<p>UK : «Inter-dealer brokers», dit zijn financiële instellingen die bedrijvig zijn op het gebied van de staatsschuld, dienen gevestigd te zijn in de Europese Economische Ruimte en afzonderlijk kapitaal te hebben.</p> <p>S : De maatschappijen die niet in Zweden zijn opgericht kunnen alleen via een filiaal en, wat de banken betreft, ook via een vertegenwoordigingskantoor een commerciële aanwezigheid vestigen.</p> <p>4) Niet-gebonden behoudens als vermeld onder de «horizontale verbintenissen» en mits inachtneming van de volgende bijzondere voorwaarden :</p> <p>F : Beleggingsmaatschappijen met vast kapitaal : de nationaliteitsvereiste geldt de voorzitter van de raad van bestuur, de directeurs-generaal en ten minste twee derde van de bestuurders; heeft de maatschappij een raad van toezicht, dan dienen de leden van deze raad dan wel de directeur-generaal en ten minste twee derde van de leden eveneens te voldoen aan de nationaliteitsvereiste.</p> <p>GR : De kredietinstellingen moeten ten minste twee personen aanwijzen die voor de verrichtingen van deze instellingen aansprakelijk zijn. Deze personen dienen hun woonplaats in Griekenland te hebben.</p>	<p>4) Niet-gebonden behoudens als vermeld onder de «horizontale verbintenissen» en onder voorbehoud van de hierna volgende bijzondere beperkingen :</p> <p>I : de «promotori di servizi finanziari» (verkoopagenten van financiële diensten) dienen hun woonplaats te hebben op het grondgebied van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap</p>	

Bijkomende verbintenissen van de Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten

VERZEKERINGEN

a) De Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten nemen nota van de nauwe samenwerking die tot stand is gekomen tussen de autoriteiten van de Lid-Staten die belast zijn met de regelgeving en het toezicht op het gebied van verzekeringen en steunen de inspanningen die ze, met het oog op het bevorderen van de bijgestuurde controlevoorschriften, hebben geleverd.

b) De Lid-Staten doen al het mogelijke om de aanvragen binnen zes maand nadat ze op de voorgeschreven wijze door de onder de wetgeving van een derde land ressorterende bedrijven werden ingediend met het oog op het krijgen van de vergunningen die vereist zijn ten behoeve van de dienstverlening op het stuk van directe verzekeringen via de vestiging van een dochtermaatschappij in een Lid-Staat, overeenkomstig de wetgeving van bedoelde Staat. Wanneer de aanvragen worden afgewezen, doet de autoriteit van de Lid-Staat al het mogelijke om de bedrijven die de aanvraag indienden hiervan in kennis te stellen en de redenen die aan de afwijzing ten grondslag liggen, toe te lichten.

c) De autoriteiten van de Lid-Staten die met het toezicht zijn belast, doen al het mogelijke om de onder de wetgeving van een derde land ressorterende bedrijven zonder onnodige vertraging de inlichtingen te verstrekken waarom ze hebben verzocht in verband met de voortgang van het onderzoek van hun op de voorgeschreven wijze opgestelde aanvraag die ze indienden met het oog op het krijgen van de vergunningen die vereist zijn ten behoeve van de dienstverlening op het stuk van directe verzekeringen via de vestiging van een dochtermaatschappij in een Lid-Staat, overeenkomstig de wetgeving van bedoelde Staat.

d) De Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten doen al het mogelijke om elke kwestie die verband houdt met het degelijk functioneren van de interne verzekeringsmarkt te onderzoeken en alle vraagstukken die op deze markt een uitwerking kunnen hebben, nader te bestuderen.

e) De Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten nemen er nota van dat, wat de autoverzekering betreft, de premies aan de hand van verschillende risicofactoren mogen worden berekend, overeenkomstig de op 31 december 1997 van toepassing zijnde communautaire wetgeving en onverminderd de toekomstige wetgeving.

f) De Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten nemen er nota van dat, overeenkomstig de op 31 december van toepassing zijnde communautaire wetgeving en onverminderd de toekomstige wetgeving, de voorafgaande goedkeuring door de met het toezicht belaste nationale autoriteiten van de polisvoorwaarden en de premietarieven die een verzekeringsmaatschappij voornemens is te hanteren, doorgaans niet vereist is.

g) De Europese Gemeenschappen en hun Lid-Staten nemen er nota van dat, overeenkomstig de op 31 december 1997 van toepassing zijnde communautaire wetgeving en onverminderd de toekomstige wetgeving, de voorafgaande goedkeuring door de met het toezicht belaste nationale autoriteiten van de premieverhogingen doorgaans niet vereist is.

ANDERE FINANCIËLE DIENSTEN

a) In toepassing van de desbetreffende communautaire richtlijnen zullen de Lid-Staten al het mogelijke doen om de aanvragen die door de onder de wetgeving van een derde land ressorterende bedrijven op de voorgeschreven wijze werden ingediend, met het oog op het krijgen van de vergunningen die ten behoeve van het verlenen van bancaire diensten via de vestiging van een dochtermaatschappij in een Lid-Staat vereist zijn, overeenkomstig de wetgeving van bedoelde Staat, binnen een tijdspanne van 12 maanden te onderzoeken. Wanneer de aanvragen worden afgewezen, doet de autoriteit van de Lid-Staat al het mogelijke om de bedrijven die de aanvraag indienden hiervan in kennis te stellen en de redenen die aan de afwijzing ten grondslag liggen, toe te lichten.

b) De Lid-Staten doen al het mogelijke om de onder de wetgeving van een derde land ressorterende bedrijven zonder onnodige vertraging de inlichtingen te verstrekken waarom ze hebben verzocht in verband met de voortgang van het onderzoek van hun op de voorgeschreven wijze opgestelde aanvraag die ze indienden met het oog op het krijgen van de vergunningen die ten behoeve van het verlenen van bancaire diensten via de vestiging van een dochtermaatschappij in een Lid-Staat vereist zijn, overeenkomstig de wetgeving van bedoelde Staat.

c) In toepassing van de desbetreffende communautaire richtlijnen zullen de Lid-Staten al het mogelijke doen om de aanvragen binnen zes maand nadat ze op de voorgeschreven wijze door de onder de wetgeving van een derde land ressorterende bedrijven werden ingediend met het oog op het krijgen van de vergunningen die ten behoeve van het verlenen van diensten aangaande investeringen in effecten, als omschreven in de Richtlijn inzake de diensten aangaande investeringen, via de vestiging van een dochtermaatschappij in een Lid-Staat vereist zijn, overeenkomstig de wetgeving van bedoelde Staat. Wanneer de aanvragen worden afgewezen, doet de autoriteit van de Lid-Staat al het mogelijke om de bedrijven die de aanvraag indienden hiervan in kennis te stellen en de redenen die aan de afwijzing ten grondslag liggen, toe te lichten.

d) De Lid-Staten doen al het mogelijke om de onder de wetgeving van een derde land ressorterende bedrijven zonder onnodige vertraging de inlichtingen te verstrekken waarom ze hebben verzocht in verband met de voortgang van het onderzoek van hun op de voorgeschreven wijze opgestelde aanvraag die ze indienden met het oog op het krijgen van de vergunningen die ten behoeve van het verlenen van diensten aangaande investeringen in effecten via de vestiging van een dochtermaatschappij in een Lid-Staat vereist zijn, overeenkomstig de wetgeving van bedoelde Staat.

Nota

(1) In tegenstelling tot dochtermaatschappijen van buitenlandse vennootschappen, zijn de rechtstreeks door een niet-communautaire financiële instelling in een Lid-Staat gevestigde filialen, op enkele beperkte uitzonderingen na, niet onderworpen aan de op communautair niveau geharmoniseerde prudentiële voorschriften volgens welke dergelijke dochtermaatschappijen meer faciliteiten genieten om in heel de Gemeenschap nieuwe vestigingen op te zetten en grensoverschrijdende diensten te verlenen. Deze filialen zijn dus gemachtigd op het grondgebied van een Lid-Staat werkzaam te zijn onder dezelfde voorwaarden als die welke op de nationale financiële instellingen van deze Lid-Staat van toepassing zijn en kunnen verplicht zijn te voldoen aan een aantal specifieke prudentiële voorschriften zoals, in het geval van banken en diensten aangaande de belegging in effecten, een afzonderlijk kapitaal, en andere voorschriften met betrekking tot de solvabiliteit en de voorlegging en publicatie van rekeningen dan wel, in het geval van verzekeringsmaatschappijen, bijzondere vereisten inzake garantieverlening en deposito, een afzonderlijk kapitaal, en de vestiging in de desbetreffende Lid-Staat, van de vermogensbestanddelen die de technische reserves en ten minste één derde van de solvabiliteitsmarge omvatten. De Lid-Staten mogen de in deze lijst vermelde beperkingen alleen toepassen ten aanzien van de directe vestiging van een commerciële aanwezigheid uit een derde land of ten aanzien van het verlenen van grensoverschrijdende diensten vanuit een derde land; het is een Lid-Staat dan ook niet toegestaan deze beperkingen, met inbegrip van de vestigingsbeperkingen, toe te passen op dochtermaatschappijen van vennootschappen uit derde landen die in andere Lid-Staten van de Gemeenschap gevestigd zijn, tenzij deze beperkingen overeenkomstig de communautaire wetgeving ook van toepassing zijn op maatschappijen of onderdanen van andere Lid-Staten.

(2) I : De verstrekking en doorgifte van financiële informatie en de bewerking van financiële gegevens die het verhandelen van financiële instrumenten tot gevolg hebben kunnen, worden verboden wanneer de bescherming van de investeerders hierdoor ernstig dreigt te worden aangetast. Alleen de banken en der erkende investeringsmaatschappijen zijn verplicht de voorschriften inzake bedrijfsvoering in acht te nemen, wanneer ze investeringsadvies verstrekken omtrent de financiële instrumenten en de ondernemingen adviseren met betrekking tot de kapitaalstructuur, de bedrijfsstrategie en aanverwante kwesties alsmede wanneer ze met betrekking tot fusies of overnames advies verstrekken en diensten verlenen. Het beheer van activa wordt geacht geen deel uit te maken van de adviesdiensten.

(3) I : Personen die bevoegd zijn voor het beheer van collectieve activa worden aansprakelijk geacht voor de door hun plaatsvervangers verleende diensten aangaande investeringen (beheer van collectieve activa, met uitzondering van de instellingen voor collectieve beleggingen in effecten).

F. 1999 — 3930

[C — 99/15120]

3 MARS 1999. — *Loi portant assentiment à la Convention internationale contre la prise d'otages, faite à New York le 17 décembre 1979* (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. La Convention internationale contre la prise d'otages, faite à New York le 17 décembre 1979, sortira son plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

E. DERYCKE

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

T. VAN PARYS

N. 1999 — 3930

[C — 99/15120]

3 MAART 1999. — *Wet houdende instemming met het Internationaal Verdrag tegen het nemen van gijzelaars, opgemaakt te New York op 17 december 1979* (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. Het Internationaal Verdrag tegen het nemen van gijzelaars, opgemaakt te New York op 17 december 1979, zal volkomen gevolg hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 3 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

E. DERYCKE

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

T. VAN PARYS